

<b>Source name</b>	Lundi 27 février 2023
Le Droit (Ottawa, ON) (site web)	Le Droit (Ottawa, ON) (site web) • 1365 words
<b>Source type</b>	
Press • Online Press	
<b>Periodicity</b>	
Continuously	
<b>Geographical coverage</b>	
Provincial	
<b>Origin</b>	
Ottawa, Ontario, Canada	

## Itinérance à Gatineau: une violation systématique des droits de la personne qui doit être dénoncée

Sylvain Gariépy  
À vous la parole

**À VOUS LA PAROLE / Le Deuxième portrait de l'itinérance au Québec, publié par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) en 2022, affirme qu'entre 2018 et 2021, on observe une «augmentation notable du nombre de personnes en situation d'itinérance, particulièrement à Montréal et à Gatineau». À Gatineau, selon le MSSS, cette augmentation a été très substantielle durant la pandémie de COVID-19, la demande en hébergement d'urgence ayant augmenté de 18%.**

### Situation de l'hébergement d'urgence dans la région et démantèlements

Malgré cette augmentation notable, il n'existe qu'un seul refuge dans la région, le Gîte Ami lequel dispose de seulement 59 places en hébergement d'urgences. Il n'existe aucun hébergement d'urgence spécifiquement pour les femmes en situation d'itinérance.

Jusqu'en 2021, la ville de Gatineau, assistée de son Service de police, démantelait les campements organisés par les personnes en situation d'itinérance. Depuis deux ans, ce démantèlement aurait été remplacé par un «ménage» mené à l'aide de pelles mécaniques et de camions et durant lequel les effets personnels qui ne sont pas retirés du site sont détruits ou jetés. Pour la Commission canadienne des droits de la personne, ce ménage pose les mêmes problèmes que le démantèlement. En effet,

en l'absence de places suffisantes dans les refuges, cette pratique est une violation des droits à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne protégés par la *Charte canadienne des droits et libertés* et reconnue par des décisions judiciaires récentes dans plusieurs provinces.

### Insalubrité à la halte-chaud de Gatineau

Face à l'absence de places en hébergement d'urgence, la Ville de Gatineau et le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais (CISSSO) en collaboration avec des organismes communautaires ont ouvert une halte-chaud. Or le lieu ne répond pas aux besoins des personnes, en plus d'être insalubre.

Au courant du mois de janvier, les toilettes étaient bouchées sans qu'un plombier n'accepte d'intervenir; une situation à laquelle la Ville de Gatineau et le CISSSO ont choisi de ne pas remédier.



Le Deuxième portrait de l'itinérance au Québec, publié par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) en 2022, affirme qu'entre 2018 et 2021, on observe une «augmentation notable du nombre de personnes en situation d'itinérance, particulièrement à Montréal et à Gatineau». Archives Le Droit, Simon Séguin-Bertrand

Une odeur insupportable d'excrément a été le quotidien des personnes utilisatrices et qui travaillent à la halte-chaud pendant plus d'un mois. Pour remédier à l'absence de toilettes fonctionnelles, des toilettes chimiques ont été installées à l'extérieur, dans des conditions hivernales ayant atteint les moins 40 degrés.

Le 13 février dernier, une fuite d'eau a forcé l'évacuation des personnes se trouvant à la halte-chaud. La Ville de

Gatineau a nolisé un autobus du Service de Transport de l'Outaouais afin d'y loger temporairement les personnes évacuées. Les autorités prétendaient n'avoir trouvé aucune autre solution, malgré les suggestions provenant des organismes de la région. Cette situation déplorable, qui contrevient aux droits humains les plus élémentaires, a pris fin le 15 février. Des expériences antérieures de catastrophes naturelles à Gatineau démontrent pourtant que la Ville et le CISSSO peuvent mobiliser rapidement des ressources lorsque nécessaire. Depuis 2017, ces autorités ont fait face et géré une tornade, deux inondations, en plus de la pandémie de la COVID-19. Dans ces situations inattendues, ces autorités ont trouvé rapidement des solutions ne mettant pas en péril la vie, la liberté et la sécurité des personnes. Doit-on en conclure qu'aux yeux des autorités publiques, certaines vies valent plus que d'autres?

### **Discrimination basée sur le statut social et désengagement de l'État**

La Ville de Gatineau a annoncé la fermeture de la halte-chaleur en mai prochain sans présenter de plan de réouverture dans d'autres locaux, encore moins de plan de construction de logements sociaux qui constitueraient pourtant une solution durable. Le CISSSO se décharge de toute responsabilité, la renvoyant plutôt, comme c'est souvent le cas, aux organismes communautaires, qui manquent déjà de ressources et de moyens. En l'absence d'alternative viable, les personnes en situation d'itinérance n'auront d'autre choix que de dormir dans la rue ou de se constituer de nouveaux campements, ce qui menace leur survie et augmente les risques de leur judiciarisation. L'absence de volonté de la Ville et du CISSSO de trouver

des solutions durables et d'offrir des conditions qui ne portent pas atteinte aux droits des personnes en situation d'itinérance, dénote une évidente discrimination basée sur le statut social. Elle révèle aussi l'inquiétant désengagement de l'État à l'égard de ses propres obligations en matière sociale, qu'il est de notre devoir de dénoncer.

**Emmanuelle Bernheim, professeure titulaire, Section de droit civil, Université d'Ottawa et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en santé mentale et accès à la justice**

**Nick Paré, coordonnateur du Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais (CRIO)**

**Anne Thibault, avocate et coordonnatrice de la Clinique interdisciplinaire en droit social de l'Outaouais (CID-SO)**

**Dahlia Namian, professeure agrégée, École de travail social, Université d'Ottawa**

\*\*\*\*

Signataires:

Marie-Eve Sylvestre, Section de droit civil de la Faculté de droit, Université d'Ottawa

Suzanne Bouclin, professeure agrégée, Université d'Ottawa

Bellot Céline, Université de Montréal

Mathieu Déziel, citoyen

Malorie Kanaan, Candidate à la maîtrise en droit et justice sociale à l'Université d'Ottawa

Adréanne Provost-auger, BRAS

Outaouais

Nicolas Renaud, CIPTO

Kamie Ouellette, éducatrice en prévention des dépendances, CIPTO

Alexandre Gallant, agent de mobilisation CRIO

Mélissa Laporte

Mathieu Déziel, La Soupière de l'Amitié de Gatineau

Janick Allyson, CIPTO

Angélique Maurier, Envol SRT

Tiffany Kabasele, Centre Mechtilde

Catherine Dubé, Réseau Outaouais ISP

Cathy Michaud, citoyenne et travailleuse au communautaire

Denis Ritchot

Mathilde Robichaud, BRAS Ouataouais

April Bergeron, Bras Outaouais

Marie-Pier Goyette

Noemie Dompierre, Bras Outaouais

Micheline Morin, citoyenne

Eugène Michaud, citoyen

Tania Cretes

Alexandra D. Miller, citoyenne

Nancy Malette, Adojeune Inc.

Sandra Poulin, travailleuse de rue à Bras outaouais

Rachel Desjardins

Ann-Esther Lehman, Stagiaire à la CID-

## Saved documents

SO	Melika Saidane	Melissa Barrette intervenante
Erika, Demers, CIDSO	Tanya Dykstra	Audrey kingsbury, intervenante
Laurent Paradis-Charette, Enseignant en sociologie, Cégep de l'Outaouais	Arianne Pittet	Yves Séguin, Directeur général, CIPTO
Louise Saumier	Melanie Parent, citoyenne	Geneviève Gratton, directrice, Centre de justice de proximité de l'Outaouais
Émilie Grenon, citoyenne et résidente du Vieux-Hull	Jade Rancourt	Étienne Senécal, étudiant en travail social, Université du Québec en Outaouais
Zoé Lafontaine	Guillaume Vermette	Alexis, citoyen
Chantal Léon, intervenante sociale au communautaire	Janie Yelle, ancienne responsable de la HC de Hull et Gatineau	Étienne Pichet (Intervenant à Mon Chez Nous)
Annie Castonguay, chargée de cours en travail social du Collège Universel	Simon Chartrand-Paquette	Rebecca Labelle, Coordinatrice de Droits-Accès de l'Outaouais
Jeannette Plante	Elsa Gauthier, travailleuse de rue CIP-TO	Gabriel Pallotta, président du Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec
Sophie Lepine	Camille McCooye	Marc Beauchamp, directeur général, Les Oeuvres Isidore Ostiguy
Jean-François, intervenant communautaire	Patrick C. Pilote, sociologue, Cégep Outaouais	Veronic St-Pierre
Cynthia Estenssoro, intervenante au BRAS Outaouais	Sara Lambert, Responsable de la recherche, CIDSO	François Roy, coordonnateur, Logemen'occupe
Marie-Pier Lacroix	Yannick Boulay, coordonnateur, Centre communautaire Entre-Nous	Sasha Mia Yakimishan
Émilie Corneau, étudiante chercheuse, Ottawa, CIDSO	Léonie Couture, Intervenante au Lab (Cipto)	Cassandra Lafrenière, Avenue des Jeunes
Éliane Laprade, intervenante socio-artistique (LAB)	Emmanuelle Beaudry-Plouffe, Citoyenne	Pierre-Luc Baulne, Adds de Gatineau
Myriam Gauthier, Intervenante	Alex David	Jean Cebastien Baulne
Bianca Reitano	Sylvie Trudel, agente de mobilisation, Partenaires du secteur Aylmer	Michel Kasongo, Soupe Populaire de Hull Inc.
Erica Leblanc Deschatelets	Josée Dubeau	Gabrielle Turner, résidente de l'île de Hull
Etienne Proulx, CIPTO	Émilie Laframboise	Nathaniel Oliveri-Pilote, travail de rue
Marianne Gagnon	Jennifer Lynn Parent, gcd	Hélène Gélinas-Surprenant, membre du Conseil d'administration, Soupe populaire de Hull inc.
Marie-Eve Parent	Nadia de Grandpré	
Gabrielle Fillion	Marie-Helene Bellemare	

---

## Saved documents

Thomas Côté, Comité des Locataires

Bernard St-Jacques, Clinique Droits De-  
vant

Sandra Hebert

Mario Viens

Céline Lefebvre, Maison Libère-Elles

Coco Simone Finken, Résident.e de  
Gatineau

Patricia Fortin-Boileau, bénévole

**This article appeared in Le Droit (Ot-  
tawa, ON) (site web)**

<https://www.ledroit.com/opinions/votre-opinion/itinerance-a-gatineau-une-violation-systematique-des-droits-de-la-personne-qui-doit-etre-denoncee-eeb7f0010d6572db59d3cee81ba284c9>

**Note(s) :**

Cet article a été modifié le 2023-02-27 à  
12h06 HE.